



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Cinquième Commission

Point 114 f) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/62/106, l'Assemblée générale devra, à la session en cours, nommer selon le principe d'une représentation géographique équitable, au vu de leurs qualifications et de leur expérience et pour un mandat de trois ans¹ commençant le 1^{er} janvier 2008, les cinq membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, qui devront tous être de nationalité différente.

2. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par le Gouvernement de leur pays aux fins de leur nomination :

Vadim Vadimovich **Dubinkin** (Fédération de Russie);

Vijayendra Nath **Kaul** (Inde);

Rafael **Muñoz** (Espagne);

John F. S. **Muwanga** (Ouganda);

Moreno **Sella** (Suisse);

Adrian Patrick **Strachan** (Jamaïque);

David M. **Walker** (États-Unis d'Amérique).

3. On trouvera en annexe la notice biographique des candidats.

¹ Les membres du Comité sont nommés pour trois ans et peuvent être réélus une seule fois pour trois ans, à l'exception de deux des cinq premiers membres, tirés au sort, qui sont nommés pour quatre ans.



Annexe

Notices biographiques

Vadim Vadimovich Dubinkin (Fédération de Russie)

Date de naissance	7 décembre 1962
Fonctions actuelles	Directeur du Département d'audit intégré de la Chambre des comptes de la Fédération de Russie
Études universitaires et travaux de recherche	
1979-1984	Maîtrise d'économie de l'Institut russe d'économie Plekhanov (Moscou)
1987	Comité de planification d'État de la République socialiste fédérative soviétique de Russie – Travaux universitaires sur la planification de la production de capitaux matériels
1993-1994	Institut russe d'économie Plekhanov (Moscou) – Stages d'études avancées sur les activités économiques internationales et la libéralisation dans l'économie de marché et sur la privatisation des entreprises publiques et municipales
1998	Institut d'économie de la Fédération de Russie – Stage d'études avancées en finances et en droit
2001	Institut de finances de la Fédération de Russie – Stage d'études avancées
Connaissances linguistiques	Parfaite maîtrise du russe (langue maternelle) et excellente connaissance de l'anglais
Expérience professionnelle	
1986-1991	Expert, puis expert principal, à la Division du développement régional du Comité de planification d'État de la République socialiste fédérative soviétique de Russie
1991-1996	Successivement, expert principal, Directeur adjoint et Directeur à la Division de l'économie intégrée du Ministère de l'économie et des finances de la Fédération de Russie
1996-2007	Directeur de division adjoint, Inspecteur principal, Directeur de département adjoint et Directeur du Département d'audit intégré, successivement, à la Chambre des comptes de la Fédération de Russie. À ces postes, le candidat : <ul style="list-style-type: none"> • A beaucoup contribué à améliorer le contrôle des finances publiques et l'audit des institutions publiques en Russie ainsi que le cadre législatif de ces activités, et a notamment participé à l'élaboration d'instruments juridiques concernant la planification et

l'exécution des missions d'audit de la Chambre des comptes;

- A pris diverses initiatives visant à améliorer la législation relative au processus budgétaire fédéral et à son contrôle;
- A participé à l'élaboration des règles de contrôle des finances publiques qui régissent les modalités d'exécution des missions de contrôle et de présentation des rapports de mission concernant le contrôle des activités, l'audit des dépenses publiques et l'utilisation des biens fédéraux;
- S'assure que la Chambre des comptes exerce un contrôle général sur l'élaboration et l'exécution du budget de la Fédération de Russie et, dans ce cadre, examine les projets de loi de finances de la Fédération.

Activités internationales

Office du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde – Programme sur les techniques modernes d'audit

Bureau national d'audit de la République populaire de Chine – Programme sur les méthodes internationales d'audit

Contribution aux travaux que le cinquième Congrès de l'Organisation européenne des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (EUROSAI) a consacré en 2002 au contrôle de l'exécution du budget de l'État

Participation à des ateliers internationaux organisés en Allemagne sur le thème de la conduite des réformes budgétaires et des défis que devront relever les institutions de contrôle des finances publiques au XXI^e siècle

Participation à un atelier international organisé en Hongrie et présentation dans ce cadre d'un exposé sur la qualité de l'audit

Membre du Groupe de travail chargé de préparer les travaux du septième congrès de l'EUROSAI sur l'établissement d'un système de gestion du contrôle de la qualité dans les institutions supérieures de contrôle des finances publiques

Vijayendra Nath Kaul (Inde)

M. Vijayendra N. Kaul est né le 7 janvier 1943. Titulaire d'une maîtrise d'histoire du St Stephen's College à Delhi obtenue en 1964, il est entré dans la fonction publique indienne en 1965.

M. Kaul a été nommé Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde le 15 mars 2002, pour un mandat de six ans. Il se démettra de ses fonctions le 8 janvier 2008. Son mandat de directeur de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques est inscrit dans la Constitution indienne qui garantit sa totale indépendance vis-à-vis des pouvoirs exécutif et législatif. Il ne peut être destitué de sa charge qu'au terme d'une procédure de mise en examen devant le Parlement. La Constitution indienne exige que les rapports du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde qui concernent le gouvernement de l'Union soient examinés par les deux Chambres du Parlement et ceux qui concernent les 28 États de l'Union par les Assemblées législatives de ces États. Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde est habilité à contrôler toutes les dépenses et recettes publiques de l'Union et des États. Son mandat l'autorise également à vérifier les comptes de quelque 1 600 entreprises publiques à vocation commerciale et d'organismes et autorités autonomes non commerciaux. L'ampleur et la complexité de sa tâche font que M. Kaul a acquis une expérience considérable de missions d'audit similaires à celles menées dans les différents organismes des Nations Unies, en particulier ceux qui s'occupent de développement ou de secours d'urgence, tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ou le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Au cours de son mandat de Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde, M. Kaul a beaucoup fait pour introduire dans l'institution supérieure de contrôle de son pays les méthodes de contrôle modernes, en particulier celles mises au point pour l'audit de performance, le contrôle informatique et le contrôle écologique. Avec l'accord du Gouvernement indien, il a initié la création du Comité consultatif des normes de comptabilité publique, organe dont l'une des missions est d'aider l'Inde à passer d'une comptabilité publique de caisse à une comptabilité d'engagements.

En sa qualité de Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde, M. Kaul a sous ses ordres plus de 10 500 spécialistes, dont 2 000 environ sont diplômés en comptabilité, finances, gestion ou droit. Plus de 40 d'entre eux sont également titulaires de diplômes de niveau international. La portée des activités placées sous la direction de M. Kaul est très étendue et comprend l'audit financier, l'audit de conformité et l'audit de performance d'activités diverses menées dans le cadre de programmes publics axés sur le développement des infrastructures, l'atténuation de la pauvreté, le réseau national de distribution des services publics, les services de santé, les routes, les voies ferrées, les télécommunications, la défense, etc.

M. Kaul a une très vaste expérience des méthodes d'audit conformes à celles préconisées par les normes communes et directives de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies (ONU), des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de

l'énergie atomique (AIEA), les normes internationales d'audit publiées par l'International Federation of Accountants (IFAC), les Normes comptables du système des Nations Unies et, en particulier, les Normes comptables internationales pour le secteur public que l'ONU a décidé d'appliquer à partir de 2010.

Au niveau international, M. Kaul est membre du Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'ONU, des institutions spécialisées et de l'AIEA et du Comité directeur de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Dans le cadre du plan stratégique de l'INTOSAI pour 2005-2010, il a été élu membre de la Commission des affaires financières et administratives et a été désigné comme agent de liaison pour l'objectif relatif au partage des connaissances et aux services connexes. Il dirige les travaux de la Commission pour le contrôle informatique, dont il est le Président. Il est membre de plusieurs commissions ou groupes de travail internationaux, notamment la Commission des normes professionnelles, les groupes de travail de l'INTOSAI sur la privatisation et le contrôle écologique et du groupe de réflexion sur le contrôle d'institutions internationales. Il a amplement contribué à l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI). Enfin, il est Secrétaire général de l'Organisation asiatique des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ASOSAI).

La nomination du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde à la présidence de la Commission de l'INTOSAI pour le contrôle informatique est le gage de son extrême compétence dans ce domaine. M. Kaul a également aidé plusieurs institutions supérieures de contrôle des finances publiques à renforcer leurs capacités dans ce secteur en organisant à leur intention des actions de formation ou en leur assurant les services de spécialistes. Son expérience de la vérification des systèmes de gestion intégrés est particulièrement importante pour l'ONU au moment où celle-ci s'apprête à remplacer son propre système intégré de gestion (SIG) par un progiciel de gestion intégré de la nouvelle génération.

En sa qualité de Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde, M. Kaul est commissaire aux comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève, de l'Organisation maritime internationale (OMI) à Londres et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) à Madrid.

M. Kaul est membre du Conseil d'administration de l'Institute of Chartered Accountants of India, le principal organisme professionnel des vérificateurs des comptes des entreprises du secteur privé, et de l'Institute of Public Auditors of India, l'organisme professionnel des vérificateurs des comptes des entités du secteur public.

M. Kaul a également à son actif une riche expérience des fonctions de direction aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Il a occupé des postes de haut rang dans la fonction publique indienne, à l'échelon fédéral et provincial. À l'échelon fédéral, il a été deux fois Cosecraire au Ministère indien du commerce, puis Secrétaire au Ministère du pétrole et du gaz naturel, au Ministère du charbon et au Ministère de l'industrie chimique. Auparavant, il avait été, dans l'État du Madhya Pradesh, Secrétaire principal du Département des finances et de l'industrie de l'État et Président de trois sociétés d'État, la State Industries Development Corporation, la State Finance Corporation et la State Electronics

Development Corporation. Lorsqu'il était Président de cette dernière, il a créé la première usine indienne de fibres optiques.

M. Kaul a également assumé des fonctions de direction dans le secteur privé et a siégé en tant qu'administrateur indépendant au comité d'administration de plusieurs sociétés indiennes, dont Tata Exports, Mafatlal Industries, Minerals and Metals Trading Corporation et Petronet LNG, la première entreprise indienne d'importation de gaz naturel liquéfié.

M. Kaul a également servi dans la fonction publique internationale. En 1991, il a été détaché auprès de l'ONU et a exercé pendant sept ans les fonctions de conseiller pour les politiques commerciales de la région Asie-Pacifique à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok). M. Kaul est membre de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale et de l'ODC, Université de Manchester (Royaume-Uni).

Rafael Muñoz (Espagne)

Date et lieu de naissance : le 17 janvier 1952, à Madrid

Études

- | | |
|-------------|---|
| 1974 | Maîtrise de droit de l'Université Complutense de Madrid |
| 1974 | Maîtrise d'économie de l'Université Complutense de Madrid |
| Depuis 1978 | Membre de l'Instituto de Contabilidad y Auditoría de Cuentas (ce qui correspond à l'ancienne dénomination de Commissaire aux comptes) |

Expérience professionnelle

Fonctions exercées dans l'administration ou dans des organisations internationales

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 2005 | Conseiller économique et administratif à l'ambassade d'Espagne à Washington |
| 2003-2005 | Responsable du service du Ministère de l'économie et des finances chargé d'appuyer le Parquet spécial pour la répression des délits économiques liés à la corruption (Madrid) |
| 1999-2003 | Directeur du Bureau de la vérification et de l'inspection internes du Fonds monétaire international (Washington) |
| 1996-1999 | Contrôleur général (Ministère de l'économie et des finances) (Madrid) |
| 1994-1996 | Conseiller financier à la Mission permanente de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York) |
| 1992-1994 | Contrôleur général du système de sécurité sociale (Ministère du travail et de la sécurité sociale) (Madrid) |
| 1985-1989 | Directeur général à la Direction du service diplomatique du Ministère des affaires étrangères |
| 1983-1985 | Directeur général adjoint au contrôle de gestion des activités économiques du secteur public (Ministère de l'économie et des finances) |
| 1980-1982 | Directeur général adjoint à la coordination financière avec les communautés autonomes |
| 1978-1980 | Chef du Service des organismes commerciaux, industriels et financiers autonomes et des entreprises publiques de la Direction générale des budgets du Ministère des finances
Conseiller de la délégation espagnole à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies |
| 1977-1978 | Chef de la Section des prévisions et des textes législatifs de la Division des budgets du Ministère des finances |

Conseiller de la délégation espagnole à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

1976 Nomination au Ministère des finances à un poste d'Inspecteur des finances, à l'issue d'un concours de recrutement. Affecté à la direction de la Section fiscale du Bureau du Contrôleur territorial du Ministère à Séville

Fonctions exercées dans le secteur privé

1990-1992 Directeur des relations avec le secteur public au cabinet Price Waterhouse à Madrid

Activités d'enseignant

1985-1989 Professeur à l'École diplomatique du Ministère des affaires étrangères à Madrid

1978-1984 Professeur à la Faculté de sciences économiques de l'Université Complutense à Madrid (cours sur la théorie de la comptabilité)

1976-1978 Maître de conférences à l'Institut universitaire de gestion Madrid (enseignement de la comptabilité au niveau de la maîtrise en sciences économiques)

Activités diverses

Auteur de plusieurs articles sur le contrôle de gestion et la vérification des comptes des organismes du secteur public et sur des questions budgétaires et fiscales, publiés par l'Institut d'études fiscales du Ministère des finances, ou par des organismes privés tels que la Asociación para el Progreso de la Dirección (association pour le développement de la direction d'entreprises qui publie la revue « Dirección y Progreso »).

Diverses conférences sur des sujets apparentés.

Connaissances linguistiques

Espagnol (langue maternelle), français et anglais.

John F. S. Muwanga (Ouganda)

Date de naissance : 10 janvier 1956

Qualifications professionnelles

Membre (*fellow*) de l'Association des experts-comptables du Royaume-Uni (Association of Chartered Certified Accountants)

Membre de l'Institut des experts-comptables de l'Ouganda (Institute of Certified Public Accountants of Uganda)

Poste actuel

Vérificateur général des comptes de l'Ouganda

Résumé

Après avoir acquis le diplôme d'expert-comptable en Grande-Bretagne, M. Muwanga est entré au bureau de Londres de Coopers & Lybrand (aujourd'hui PriceWaterhouseCoopers), en février 1980. Il a travaillé successivement deux ans et demi au bureau de Londres de la société, sept ans au bureau zambien et enfin trois ans au bureau de Lilongwe (Malawi), ce qui lui a permis d'acquérir une expérience étendue aux niveaux international et régional. En 1987, il est devenu associé chez Coopers & Lybrand, alors qu'il était attaché aux bureaux de la Zambie et du Malawi. Ses tâches principales consistaient à assurer la direction technique des audits, le secrétariat et la vérification des affaires fiscales d'organisations publiques et privées, parmi lesquelles des établissements financiers, des exploitations agricoles, des entreprises paraétatiques, des sociétés multinationales, et des entreprises locales de services ou du secteur manufacturier. Ses responsabilités consistaient notamment à veiller à l'entretien des compétences professionnelles et techniques et des compétences d'encadrement du personnel de haut niveau et à élaborer des normes propres à garantir le caractère professionnel des prestations. De retour en Ouganda en 1994, M. Muwanga a été engagé comme consultant sur un projet de la Banque mondiale et s'est mis au service du Trésor, ce qui lui a permis d'élargir son expérience aux disciplines et compétences comptables auxquelles il est fait appel dans l'administration centrale et dans les administrations locales. En tant que consultant de la Banque mondiale, M. Muwanga a occupé des postes opérationnels dans l'administration ougandaise et était à la tête du portefeuille de la Direction des comptes; il a par ailleurs représenté l'Ouganda au niveau international en tant que comptable général.

M. Muwanga a été Vérificateur général des comptes de la République de l'Ouganda de janvier 2001 à mai 2006. De juillet 2006 à mai 2007, il a été Directeur adjoint du secrétariat de l'initiative Dépenses publiques et responsabilité financière (Public Expenditure and Financial Accountability – PEFA), dont le siège se trouve à Washington. Il est redevenu Vérificateur général des comptes de l'Ouganda en juillet 2007, poste qu'il continue d'occuper à ce jour.

M. Muwanga a également été membre de la Commission administrative et budgétaire de la Cour internationale de Justice, à La Haye (Pays-Bas), de 2003 à 2006.

Expérience professionnelle

Janvier 2001-mai 2006 et juillet 2007 à ce jour : Bureau du Vérificateur général des comptes

Poste : Vérificateur général des comptes

À partir du 1^{er} janvier 2001, M. Muwanga, en tant que Vérificateur général des comptes, a eu pour principale responsabilité de veiller à l'application de l'article 163 de la Constitution ougandaise, qui stipule que les comptes de l'État et ceux de tous les organismes publics – tribunaux, administration centrale et administrations locales, universités, entreprises publiques et tout organisme créé en vertu d'une loi – doivent être vérifiés et doivent faire l'objet d'un rapport annuel. Le Bureau du Vérificateur général des comptes est institué par la Constitution; le Vérificateur général est nommé par le Président et sa nomination est approuvée par le Parlement.

Le Bureau du Vérificateur général des comptes comprend quatre directions principales et emploie 350 personnes environ, principalement du personnel technique réparti entre les bureaux régionaux.

Juillet 2006-mai 2007 : secrétariat du PEFA

Poste : Directeur adjoint

À partir de juillet 2006, M. Muwanga a occupé le poste de Directeur adjoint du secrétariat du PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability – Dépenses publiques et responsabilité financière), à la Banque mondiale, à Washington. Le secrétariat du PEFA assure la mise en application du Cadre de mesure de la performance de la gestion des finances publiques, qui a été mis au point par un groupe de bailleurs de fonds comprenant la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, le Ministère français des affaires étrangères, le Ministère des affaires étrangères du Royaume de Norvège, le Secrétariat d'État aux affaires économiques de la Suisse et le Partenariat stratégique avec l'Afrique.

Novembre 1994-31 décembre 2000 : Ministère des finances, de la planification et du développement économique

Postes : Conseiller en audit interne Commissaire/administrateur du Trésor chargé des comptes Directeur des comptes

À partir d'octobre 1994, M. Muwanga a été conseiller en audit interne auprès du Ministère des finances, de la planification et du développement économique, pour le projet de gestion économique et financière du Gouvernement, financé par la Banque mondiale sous le compte de crédit IDA 2418-UG. M. Muwanga était chargé d'établir le service d'audit interne du Gouvernement, à savoir élaborer son mandat, déterminer la composition de son personnel, arrêter les définitions d'emploi puis sélectionner le personnel; et élaborer les grandes lignes d'un manuel d'audit interne.

À partir de mars 1996 (toujours dans le cadre du projet de la Banque mondiale), M. Muwanga a été désigné comme Commissaire/Administrateur du Trésor chargé des comptes. À ce titre, il faisait rapport au Secrétaire permanent/Secrétaire au Trésor et veillait au contrôle et à la bonne gestion des finances de l'Ouganda et au respect de la Constitution et de la loi relative aux finances publiques.

À partir de septembre 1998 (toujours dans le cadre du projet de la Banque mondiale), M. Muwanga a été désigné Directeur des comptes, dans le ministère restructuré, et a été chargé de représenter l'Ouganda dans les instances internationales en tant que comptable général. La direction des comptes comprend trois branches : l'audit interne, l'inspection du Trésor et les comptes du Trésor.

Novembre 1993-août 1994 : Coopers & Lybrand, Lusaka (Zambie)

Poste : Consultant en gestion (audit)/associé

À ce poste, M. Muwanga était chargé d'assurer la direction technique des audits. À ce titre, il a notamment pris part à la vérification des comptes des chemins de fer de Zambie (Zambia Railways), de l'office zambien de crédit hypothécaire et du logement (Zambia National Building Society), de l'African Commercial Bank Limited, de la Zambia National Commercial Bank et de la Chibote Meat Corporation Limited. Les chemins de fer zambiens ont des recettes annuelles brutes de plus de 25 millions de dollars, d'après leurs états financiers les plus récents, et des immobilisations d'une valeur de plus de 26 millions de dollars (au taux de 700 kwacha zambiens pour 1 dollar des États-Unis). Parmi les organisations bénéficiant d'un financement étranger/de donateurs ayant été auditées figurent la Fédération zambienne des employeurs (Zambia Federation of Employers), la United Church of Zambia et divers projets de la University of Zambia.

Juin 1990-juillet 1993 : Coopers & Lybrand, Lilongwe

Poste : Associé résident

Direction technique

À ce poste, M. Muwanga a assuré la direction technique des audits, le secrétariat et le contrôle des affaires fiscales de diverses sociétés, dont la Investment Trade and Management Corporation (I.T.M.) (société au chiffre d'affaires de plus de 54 millions de kwacha malawiens), le Lilongwe Water Board (société publique de distribution aux actifs de plus de 187 millions de kwacha malawiens), la Maltraco Limited (une filiale de I.T.M. spécialisée dans le négoce de matériel de terrassement et de camions), et la WJ & RL Gulliver (société de construction de routes et de bâtiments) (700 kwacha malawiens environ pour 1 dollar des États-Unis – juin 1993).

Fiscalité

Dans ce domaine, M. Muwanga était chargé d'examiner les calculs de l'impôt sur le revenu et les déclarations de revenus réalisés pour le compte de clients et de se mettre en rapport avec le fisc pour obtenir les montants de l'impôt approuvés. Il fournissait des avis et des renseignements aux clients et au personnel sur l'évolution de la législation fiscale.

Administration séquestre

M. Muwanga a été administrateur judiciaire de huit exploitations productrices de tabac en liquidation judiciaire.

Administration

Lorsqu'il dirigeait le bureau de Lilongwe, M. Muwanga était chargé de gérer le personnel, à savoir faire en sorte que le bureau soit doté du personnel ayant les compétences techniques et professionnelles voulues et soit organisé selon l'échelle

hiérarchique souhaitable, afin de servir au mieux la clientèle et d'assurer le respect des règles de déontologie. Le contrôle des coûts reposait essentiellement sur une comparaison du temps budgétisé pour chaque mission et du temps effectivement passé, et dépendait, en dernière analyse, du montant des honoraires négociés avec les clients.

Formation

La formation et la valorisation du personnel étaient une constante dans la mesure où un conseil technique opportun peut permettre d'accroître les rendements ainsi que la qualité du produit final. La formation sur le tas, dans le cadre d'un audit ou autre mission, et un bilan à l'issue d'une mission permettaient de suivre le personnel tout en le formant. Des séances de formation sur des sujets divers, organisées en liaison avec le bureau de Blantyre et faisant appel en particulier à des études de cas et à des jeux de rôle, permettaient aux membres du personnel de perfectionner leurs connaissances en audit et en comptabilité, ainsi que leurs techniques de communication. Des séances de formation individuelles moins structurées, consistant à revoir des épreuves d'examen et à étudier certains points techniques, étaient également organisées.

Juin 1989-juin 1990 : Coopers & Lybrand, Lusaka

Poste : Associé (audit)

Le bureau, qui comptait neuf associés, comportait les branches suivantes : audit, fiscalité, conseils en gestion, liquidation, comptabilité et secrétariat de sociétés. M. Muwanga était l'un des associés pour l'audit, chargé essentiellement de la direction technique des audits et du contrôle de la conformité aux règles professionnelles.

En tant que membre du comité national de Coopers & Lybrand sur les techniques d'audit, M. Muwanga participait dans une large mesure à l'élaboration des directives d'audit et de comptabilité et à l'organisation de la formation interne.

Mai 1987-juin 1989 : Coopers & Lybrand, Kitwe (Zambie)

Poste : Associé

En tant qu'associé non spécialisé, M. Muwanga effectuait des travaux dans les domaines suivants : audit, fiscalité, secrétariat de sociétés, conseils généraux aux entreprises. Ses responsabilités ayant été accrues, M. Muwanga a été chargé de revoir le rôle de l'entreprise en matière de comptabilité et de secrétariat de manière à ce qu'elle offre des services financiers élargis, dans le cadre d'un département qui a été rebaptisé Business Services Group.

Août 1983-mai 1987 : Coopers & Lybrand, Lusaka

Poste : Vérificateur principal Superviseur d'audit Assistant spécial auprès de l'associé principal

Audits

Dans ce domaine, M. Muwanga était chargé de vérifier les comptes d'entreprises du secteur privé et d'entreprises paraétatiques, dans les secteurs d'activité suivants : industrie manufacturière, vente au détail et en gros, bâtiment,

agriculture, transport de marchandises, établissements religieux, hôtellerie et services financiers. Principaux clients : Intercontinental Hotel Corporation Limited, Zambia National Provident Fund, Zambia National Wholesale and Marketing Company Limited, Contract Haulage, Premium Oil Industries, Zambia National Commercial Bank.

Assistant spécial auprès de l'associé principal

À ce titre, M. Muwanga était essentiellement chargé des nouveaux clients et des clients potentiels. Ses tâches consistaient à rassembler et analyser des données et à établir des rapports financiers (évaluation des actions, prévisions de trésorerie, évaluation de projets/d'opérations, liaisons avec les établissements financiers).

Février 1980-novembre 1982 : Coopers & Lybrand, Londres

**Poste : Semi-senior
 Senior (chef de mission)**

En tant que membre d'une équipe du Business Services Group du bureau de Londres, M. Muwanga était chargé de diverses tâches : audits, investigations, établissement de comptes légaux et de comptes de gestion, secrétariat de sociétés, établissement de rapports financiers.

Fonctions diverses

Membre de la Commission administrative et budgétaire de la Cour internationale de Justice, à La Haye (Pays-Bas), 2003-2006

Membre de droit du conseil d'administration de l'Institut des experts-comptables de l'Ouganda (Institute of Certified Public Accountants of Uganda), 1996-2006

Administrateur non dirigeant de la Uganda Cooperative Bank 1996-1997/98 et Président du sous-comité d'audit du conseil d'administration

Membre du Rotary Club de Lilongwe, 1992-1993

Trésorier honoraire du club de golf de Lilongwe, 1992-1993

Membre de la Round Table XI de Lusaka, 1984-1987

Trésorier honoraire du club de Lusaka (section squash), 1986-1987

Trésorier honoraire de la Chambre de commerce et d'industrie du district de Kitwe (Zambie), 1987 et 1988

Membre du comité directeur de la section de Zambie de la Chartered Association of Certified Accountants), 1987

Moreno Sella (Suisse)

Date de naissance : 5 octobre 1965

Expérience professionnelle

2007

Administrateur

Activités principales

Administrateur délégué de la Fiduciaire Edmond Favre SA (www.fief.ch), supervise la gestion interne et le développement de la société spécialisée en fiscalité, finance, révision, audit et gestion d'entreprise

Associé au sein de la société L3it (www.l3it.ch) spécialisée en systèmes d'information (ERP)

Président du Conseil d'administration de la société SPFS SA (Suisse Public Finance Solutions SA) – (BCGe, Crédit Foncier et Caisse d'épargne Rhône-Alpes)

Président du Conseil de la fondation pour l'exploitation de pensions pour personnes âgées (La Vespérale)

Membre du Comité d'audit de l'OMM (Organisation météorologique mondiale)

Autres activités

Chargé de cours à l'Université de Genève en finances publiques et en systèmes d'information

Expert auprès de diverses entités (expertises en matière d'organisation, de systèmes d'information, de contrôle interne, de risques, de finances et de trésorerie)

2001-2006

Directeur général de l'Administration des finances de l'État de Genève (Département des finances, rattaché à la présidence – M^{me} Calmy-Rey, M^{me} Brunschwig Graf et M. Hiler)

Activités principales

Responsable de l'Administration des finances de l'État (AFE) :

Supervise la direction de la comptabilité de l'État (entité qui réalise le bouclage des comptes)

Supervise la direction de la trésorerie générale de l'État (entité qui s'occupe de la gestion de la dette et des liquidités)

Supervise la direction du budget de l'État (entité qui élabore le budget)

Supervise la direction du centre de compétences ERP (entité qui s'occupe de la gestion, de la production et de la maintenance du système d'information budgétaire, comptable et financier)

Préside le centre de compétences des communes (entité qui s'occupe de toutes les relations financières avec les communes)

Préside le centre de compétences IPSAS (entité qui prépare l'introduction des normes IPSAS/IFRS)

Préside le centre de compétences CA (entité qui prépare l'introduction de la comptabilité analytique)

Supervise les relations avec l'institut de cotation S&Poor's

Supervise les relations avec des entités telles que la Fondation de Valorisation des actifs de la BCGe

Représente la Présidence du département des finances auprès du secteur privé (banques suisses et étrangères, entreprises), du Grand Conseil, des communes, des cantons, de la Confédération et auprès des organisations internationales

Participe à différents projets transversaux liés au RH (mise en œuvre d'un ERP de gestion des RH), mise en œuvre d'un outil pour la refonte du système fiscal, participation à des audits internes, etc.

Participe aux différentes commissions du Grand Conseil (commissions des finances, commission de contrôle de gestion, commission des travaux, etc.)

Management

Responsable de 60 collaborateurs internes, environ 40 collaborateurs externes et environ 140 collaborateurs au sein de l'administration (rattachement fonctionnel)

Projets

Directeur de projet pour la mise en œuvre du système d'information budgétaire, comptable et financier (ERP Oracle Finances) pour l'administration

Éléments clefs

Trésorerie de l'État : gestion de la dette (plus de CHF 12 milliards), trafic des paiements (plus de CHF 25 milliards/an)

- Gestion de la dette (au 31 décembre 2005 : CHF 12,7 milliards, taux moyen de 2,64 %, duration à 6 ans)
- Mise en œuvre du cash-pooling pour l'administration centrale et lancement du projet de gestion centralisée des liquidités pour l'administration et les entités rattachées

Comptabilité de l'État : bilan (plus de CHF 24 milliards)

Budget de l'État (plus de CHF 6 milliards)

Mise en œuvre de l'ERP « Oracle Finances » : plus de 36 000 jours/homme, 1 400 utilisateurs

Fondation de Valorisation : CHF 5,3 milliards d'actifs à valoriser

2000-2001

Directeur de projet pour la mise en œuvre de l'ERP Oracle Finances au sein de l'administration

(Département des finances, rattaché à la Présidence – M^{me} Calmy-Rey)

Activités principales

Direction de projet (appel d'offres, analyses, paramétrages, conception et déploiement du système d'information budgétaire, comptable et financier de l'administration)

Responsabilités particulières

Président du comité de pilotage, environ 60 collaborateurs externes et 120 collaborateurs de l'administration

Budget de l'ordre de CHF 90 millions

1998-1999

Économiste

(Département des finances, rattaché au Directeur général des finances de l'État)

Activités principales

Chef de projet pour l'analyse et la réalisation des transferts d'actifs entre l'État et ses filiales

Supervision du programme de mise en œuvre du NPM (New Public Management)

Chef de projet pour l'analyse des besoins en matière de système d'information budgétaire, comptable et financier

1992-1997

Ingénieur – économiste/responsable du secteur « Développement des énergies renouvelables »

(Département de l'économie, Département de l'intérieur et Département des travaux publics)

Activités principales

Responsable du secteur « Énergies renouvelables » auprès de l'État de Genève

Mise en œuvre du programme de subventions pour le secteur privé

Élaboration d'expertises pour le compte du secteur privé

Élaboration de formations à l'intention du secteur privé (secteur immobilier, architectes et ingénieurs CVSE)

Projets

Réalisation d'un forage géothermique de grande profondeur (2 800 mètres)

Réalisation et supervision de différents projets à caractère renouvelable

Secteur d'activité

Secteur privé (80 %) – secteur public (20 %)

1986-1992

Ingénieur

(Bureau d'ingénieurs-conseils)

Activités principales (secteur privé)

Ingénieur CVSE, secteur privé et assistant technique auprès de l'École d'ingénieurs de Genève

Projets

Chef de projet dans le secteur du bâtiment et dans la recherche

Secteur d'activité

Secteur privé (100 %)

Formation

Masters en Système d'information (Energy Systems), École polytechnique fédérale de Lausanne – 1995/1997

Licence en sciences économiques et sociales, Université de Genève, diplôme en informatique de gestion – 1986/1991

Diplôme d'ingénieur en génie mécanique, spécialisé en thermodynamique – École d'ingénieurs de Genève – 1981/1985

Langues

Français : lu, parlé, écrit

Italien : lu, parlé, écrit

Allemand : connaissances de base

Anglais : bonnes connaissances, formation en cours d'emploi (Genève et Londres)

Adrian Patrick Strachan (Jamaïque)

Vérificateur général des comptes de la Jamaïque depuis novembre 1978

Membre *fellow* de l'Association des experts-comptables du Royaume-Uni (Chartered Association of Certified Accountants)

Membre *fellow* de l'Institut des experts-comptables de la Jamaïque (Institute of Chartered Accountants of Jamaica)

Décoré de l'Ordre national Order of Distinction, au rang de commandeur (1988)

Membre du Comité des vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des États américains (1987-1992 et 1998-2000)

Membre du Conseil d'administration et trésorier de l'Institut des experts-comptables de la Jamaïque (1987-1993)

Membre du Comité d'examen du classement des postes (Classification Review Board) dans l'Administration jamaïcaine (1973-1982)

Président du jury national de sélection des candidats au poste de l'Administration jamaïcaine dans les catégories gestion financière, comptabilité et audit (depuis 1978)

Commissaire aux comptes pour l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques des Caraïbes (1990-2006)

Chargé de cours à temps partiel au College of Arts, Science and Technology de la Jamaïque (devenu University of Technology) (comptabilité) (1970-1978)

Conférencier à la University of the West Indies et au Management Institute for National Development, dans le domaine de l'audit

Président de la onzième Conférence des Commonwealth Auditors General (1981)

Rapporteur de groupes à plusieurs conférences des Commonwealth Auditors General, de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques des Caraïbes (CAROSAI)

Membre du Comité des commissaires aux comptes de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (1995-1996)

Membre de la Parliament Integrity Commission (depuis 1978)

Membre de la Corruption Prevention Commission (depuis 2001)

Nommé juge (Justice of the Peace) en 2005

David M. Walker (États-Unis d'Amérique)

David M. Walker est le septième Contrôleur général des États-Unis d'Amérique. À ce titre, il dirige le Government Accountability Office (GAO), ce qui fait de lui le principal contrôleur des comptes de l'Administration américaine. Il a été nommé à ce poste d'expert indépendant en novembre 1998, pour une durée de 15 ans.

M. Walker a plus de 35 ans d'expérience professionnelle, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Il a été nommé trois fois à des postes par le Président de la République (successivement MM. Ronald Reagan, George Herbert Walker Bush et William Jefferson Clinton). À chaque fois, le choix présidentiel a été entériné à l'unanimité par le Sénat.

Le GAO est un organisme indépendant rattaché au Congrès, qui emploie quelque 3 100 personnes (experts et personnel d'appui). Il effectue des contrôles, des analyses et des études prévisionnelles à l'appui des travaux du Congrès; il a également des fonctions juridictionnelles. Tout son effort vise à lutter contre la corruption, à favoriser la transparence, à améliorer les performances et à faire respecter le principe de responsabilité au sein de l'Administration fédérale, pour le bien du peuple américain. M. Walker a dirigé des initiatives qui visent à transformer le GAO et l'ensemble de l'Administration fédérale dans des domaines de gestion à caractère essentiel.

Parallèlement à son poste de contrôleur général des États-Unis, M. Walker assure plusieurs fonctions de responsabilité dans le domaine comptable, dans les sphères nationale et internationale. Aux États-Unis, il préside le Inter-Governmental Audit Forum et le Joint Financial Management Improvement Program. Au plan international, M. Walker est membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

Avant d'être nommé Contrôleur général des États-Unis, M. Walker a accumulé plus de 25 années d'expérience dans les secteurs public et privé. Il a été associé et Global Managing Director (Human Capital Services Practice) chez Arthur Andersen LLP, de 1989 à 1998. Il a également été chargé des tutelles (Public Curator) des services de sécurité sociale américains Social Security et Medicare, de 1990 à 1995.

Avant d'entrer chez Arthur Andersen, M. Walker a occupé plusieurs postes de responsabilité dans l'Administration américaine. Il a notamment été Assistant Secretary aux Labor for Pension and Welfare Benefit Programs et chef par intérim de la Pension Benefit Guaranty Corporation. Il a fait ses premières armes dans le secteur privé à Price Waterhouse, Coopers and Lybrand, et Source Services Corporation.

M. Walker a une grande expérience de l'international. Il a voyagé dans quelque 90 pays et a travaillé en collaboration étroite avec ses homologues et avec des responsables de haut niveau des administrations publiques et du secteur privé de nombreux pays de par le monde. Il a notamment présidé, de 2001 à 2004, un groupe de travail multinational de l'INTOSAI dont les travaux ont débouché sur le tout premier plan stratégique de l'organisation. Il a fondé un groupe de travail mondial qui réunit des vérificateurs généraux des comptes de divers pays, le Auditor General Global Working Group. Ce groupe permet à ses membres d'échanger des

connaissances, en particulier sur les meilleures pratiques. Par ailleurs, M. Walker intervient fréquemment à des réunions internationales parrainées par des organisations comme l'INTOSAI, l'ONU, l'Organisation de coopération et de développement économiques, etc.

M. Walker est expert-comptable. Il est titulaire d'une licence de comptabilité de Jacksonville University, d'un certificat de Senior Manager in Government de la John F. Kennedy School of Government de Harvard University, et est docteur *honoris causa* de plusieurs universités, dont la American University et son alma mater.

M. Walker intervient fréquemment dans les conférences et dans les médias et donne souvent son témoignage devant le Congrès. Il est l'auteur de deux ouvrages et de nombreux articles d'opinion. De nombreuses distinctions sont venues récompenser les écrits, les interventions et les initiatives de M. Walker et celui-ci figure dans le *Who's Who in the World* et le *Who's Who in America*.
